



## **ADREXO**

**Accord collectif majoritaire d'étape relatif au projet de réorganisation d'ADREXO**

**Version 29 octobre 2014**



Entre :

La Société ADREXO, au capital de 836 000 Euros, inscrite au RCS d'Aix en Provence sous le numéro 315 549 352 dont le siège social est situé Europarc de Pichaury, Bât D5, BP 30460, 1330, Av Guilibert de la Lauzière, 13592 Aix en Provence, représentée par Patrick SCHÜSTER, en qualité de Directeur Général,

Ci-après désignée « la Société »,

d'une part,

et,

les Représentants des Organisations Syndicales représentatives, représentées par :

- La CAT, représentée par Michel Dhote, en sa qualité de délégué syndical central,
- La CFDT, représentée par Fabienne Jude, en sa qualité de déléguée syndicale centrale,
- La CFTC, représentée par Monsieur Kocher Bernard, en sa qualité de délégué syndical central
- la CGT, représentée par Monsieur Fatallah Bouamama, en sa qualité de délégué syndical central,
- FO, représentée par Monsieur Souaille-Jacques Régis, en sa qualité de délégué syndical central,

d'autre part,

Ci-après désignées « les Organisations Syndicales »,

MD FB D RSS  
FJ



Le présent accord majoritaire constitue un accord d'étape visant à définir les modalités d'information et de consultation du comité d'entreprise de la Société et de définir les thèmes de négociation dans le cadre d'un accord majoritaire tel que définit par l'article L. 1233-24-2 du code du travail.

Si les négociations aboutissent, un accord majoritaire global sera conclu conformément à l'article L. 12324-2 du code du travail et sera soumis à la validation de la DIRECCTE.

Si les négociations n'aboutissent pas, le plan de sauvegarde de l'emploi sera établi unilatéralement par l'employeur et sera soumis à l'homologation de la DIRECCTE.

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Calendrier de la procédure .....</b>	<b>5</b>
1.1. Négociation de l'accord encadrant la procédure d'information-consultation en application de l'article L 1233-24-1 du Code du travail .....	5
1.2. Information et consultation du Comité d'Entreprise .....	5
1.3. Information et consultation des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail d'ADREXO .....	7
1.4. Négociation du contenu du Plan de Sauvegarde de l'Emploi avec les organisations syndicales représentatives ..	8
<b>2. Moyens accordés aux représentants du personnel .....</b>	<b>11</b>
2.1. Réunions préparatoires.....	11
2.2. Attribution d'un crédit d'heures de délégation supplémentaires aux représentants du personnel.....	11
2.3. Constitution des délégations .....	11
<b>3. Assistance des représentants du personnel .....</b>	<b>11</b>
3.1. Délais de restitution du rapport de l'expert du Comité d'entreprise.....	12
3.2. Demandes d'informations de l'Expert du Comité d'entreprise et délais de communication .....	12
3.3. Expertise de l'Instance de coordination des CHSCT .....	13
<b>4. Périmètre d'application des critères d'ordre [à compléter].....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>5. Mesures sociales et contenu du PSE faisant l'objet de la négociation au titre de l'article L. 1233-24-2 du code du travail .....</b>	<b>13</b>
<b>6. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>14</b>
6.1. Clause de sauvegarde et révision éventuelle de l'accord .....	14
6.2. Entrée en vigueur et durée de l'accord.....	14
6.3. Notification, Dépôt et Publicité de l'accord .....	14



## PREAMBULE

Il est apparu nécessaire, dans le cadre du projet de réorganisation des activités d'Adrexo présenté en juin 2014, de convenir d'un ensemble des dispositions pour la conduite des procédures d'information/consultation des instances représentatives du personnel.

Le présent projet d'accord vise ainsi à :

- Fixer les règles de conduite de la procédure d'information/consultation ;
- Préciser les moyens alloués aux représentants du personnel pour leur permettre de partager un diagnostic commun sur les enjeux et d'exercer dans les meilleures conditions possibles leur mission au sein du groupe paritaire ;
- Déterminer les modalités de cantonnement dans l'application des critères d'ordre de licenciement ;
- Définir les thèmes de négociation du plan de sauvegarde de l'emploi

Les parties signataires s'engagent à conduire les négociations de bonne foi dans le souci d'un dialogue social constructif.

Cet accord ne préjuge de l'avis des représentants du personnel que ce soit sur le projet de réorganisation d'Adrexo ou sur les mesures sociales d'accompagnement de ce plan.



## 1. Calendrier de la procédure

### 1.1. Négociation de l'accord encadrant la procédure d'information-consultation en application de l'article L 1233-24-1 du Code du travail

---

Les parties entendent cadrer la procédure d'information-consultation du Comité d'Entreprise relative au projet de réorganisation des activités d'ADREXO via le présent accord en application des dispositions de l'article L. 1233-24-1 du Code du travail, et plus précisément en optant pour la voie négociée tant pour les modalités d'information-consultation que pour le contenu des mesures d'accompagnement du Plan de Sauvegarde de l'Emploi. A cette fin les parties conviennent d'articuler la négociation en 2 volets :

- Une partie « **Méthode, moyens et calendrier** », objet du présent projet d'accord, dont l'objet est de définir le calendrier :

Des procédures d'information consultation :

- Du **Comité d'Entreprise (CE)** au titre du projet de réorganisation des activités d'ADREXO, dit Livre II, conformément à l'article L 2323-15 du code du travail ;
- De l'Instance de coordination des **Comités Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT)** au titre des conséquences du projet de réorganisation sur les conditions de travail des salariés.

Des **négociations avec les organisations syndicales** relatives au contenu du Plan de Sauvegarde de l'Emploi dont le résultat constituerait le 2<sup>ème</sup> volet du présent accord.

Mais également les **moyens spécifiques** accordés aux représentants du personnel.

- Une partie « **Mesures sociales** », destiné à définir le contenu du Plan de Sauvegarde accompagnant la mise en œuvre du projet de réorganisation des activités d'ADREXO

Dans le cadre de cette négociation sur les mesures sociales, un projet d'accord spécifique sera présenté aux organisations syndicales.

Conformément aux dispositions légales, cette négociation se substituerait à la procédure d'information-consultation avec le Comité d'Entreprise qui serait consulté sur le contenu de l'accord résultant de cette négociation.

### 1.2. Information et consultation du Comité d'Entreprise

---

Selon les termes de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, la procédure d'information-consultation du Comité d'Entreprise d'ADREXO s'inscrit dans un délai préfix de 4 mois (734 modifications de contrat de travail envisagées) à l'échéance duquel le Comité d'Entreprise est tenu d'émettre un avis sur le projet de réorganisation des activités d'ADREXO et les mesures sociales d'accompagnement, ou Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Par le présent accord les parties conviennent de prolonger ce délai de 4 mois de 3 semaines supplémentaires soit jusqu'au 30 octobre 2014.

RST M FB HD



La première réunion d'information du Comité d'Entreprise d'ADREXO au titre du projet de réorganisation de ses activités a eu lieu le 11 juin 2014 sur la base du Livre II – *remis lors de la réunion dite "zéro" du Comité d'entreprise tenue le 5 juin 2014* – qui présente la motivation économique et stratégique du projet de réorganisation ainsi que son contenu détaillé.

Le Comité d'Entreprise d'ADREXO sera consulté, au plus tard le 30 octobre 2014, sur le présent accord.

Selon les dispositions légales en vigueur, les avis du Comité d'Entreprise d'ADREXO sur le Projet de réorganisation de ses activités et l'accord relatif au contenu du Plan de Sauvegarde de l'emploi seront remis au plus tard le 30 octobre 2014.

La Direction a organisé une première réunion commune du Comité d'Entreprise et des Organisations Syndicales ayant pour objectif de préparer les réunions suivantes de la procédure et de faciliter la compréhension et l'étude du projet de réorganisation de l'entreprise. Ainsi, ladite réunion s'est tenue le 4 juin 2014.

Une première réunion d'information sur le présent accord a été organisée le 23 mai 2014 avec les délégués syndicaux.

Le 05 juin 2014, les parties se sont entendues pour définir le calendrier prévisionnel suivant et convoquer par avance pour les réunions du Comité d'Entreprise ainsi définies :

- Le 05 juin 2014 :
  - o Réunion R0 du Comité d'entreprise d'ADREXO avec remise des documents
  - o Réunion des Organisations syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuivre les discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord.
- Le 11 juin 2014 :
  - o Réunion 1 du Comité d'Entreprise d'ADREXO après remise des documents (Livre II et projet d'accord collectif)
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord.
- Le 26 juin 2014 :
  - o Réunion 2 du Comité d'Entreprise d'ADREXO après remise des documents (Livre II et projet d'accord collectif)
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord.
- Le 03 juillet 2014 :
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord.
- Le 16 juillet 2014 :
  - o 3<sup>ème</sup> réunion d'informations en vue de la consultation du Comité d'Entreprise
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord.



- Le 20 Août 2014 :
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord et éventuelle signature.
- Le 04 septembre 2014 :
  - o 4<sup>ème</sup> réunion d'informations en vue de la consultation du Comité d'Entreprise.
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord et éventuelle signature.
- Le 25 septembre 2014 :
  - o 5<sup>ème</sup> réunion d'informations en vue de la consultation du Comité d'Entreprise.
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord et éventuelle signature.
- Le 9 octobre 2014 :
  - o 6<sup>ème</sup> réunion d'informations en vue de la consultation du Comité d'Entreprise. Au cours de cette réunion, l'expert du Comité d'Entreprise présentera son rapport.
- Le 14 octobre 2014 :
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord et éventuelle signature.
- 29 Octobre 2014 :
  - o Réunion des Organisations Syndicales représentatives d'ADREXO pour poursuite des discussions relatives aux dispositions arrêtées au présent accord et éventuelle signature.
- 30 Octobre 2014 :
  - o 7<sup>ème</sup> réunion pour consultation du Comité d'Entreprise. Au cours de cette réunion le Comité d'Entreprise devra rendre un avis.

### **1.3. Information et consultation des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail d'ADREXO**

---

Les parties conviennent de la nécessité de recueillir un avis de l'instance de coordination des CHSCT d'ADREXO sur le projet de réorganisation de ses activités et ses impacts éventuels sur les conditions de travail préalablement à la remise d'un avis sur le projet d'organisation et les mesures d'accompagnement par le Comité d'Entreprise.

Le dispositif d'information et consultation de la commission nationale des CHSCT ainsi que des CHSCT régionaux est le suivant :



- une réunion d'information de la commission nationale des CHSCT avec remise en séance d'une note précisant les impacts du projet sur les conditions de travail des salariés et s'attachant à décrire les mesures d'accompagnement envisagées par la Direction
- une seconde réunion de la commission nationale des CHSCT, permettant la désignation d'un expert
- une 3<sup>ème</sup> réunion dans un délai de 2 mois pour présentation du rapport de l'expert
- une 4<sup>ème</sup> réunion pour avis de la commission nationale des CHSCT
- une première réunion d'information des CHSCT régionaux avec remise du rapport de l'expert
- Une seconde réunion des CHSCT régionaux dans un délai de 15 jours suivant l'avis de la commission nationale, pour consultation, avec présentation du rapport par l'expert

Les parties s'entendent pour définir le calendrier prévisionnel suivant et convoquer par avance pour les réunions de l'instance de coordination ainsi définies :

- La première réunion de l'instance de coordination des CHSCT s'est tenue le 27 juin 2014 avec remise de la note CHSCT
- Le 04 juillet 2014: Réunion 1 et désignation éventuelle d'un expert
- Le 17 juillet 2014 : Réunion 2 de l'instance de coordination des CHSCT
- Le 10 septembre 2014 : réunion 3 pour présentation du rapport de l'expert du CHSCT et recueil de l'avis de l'instance de coordination
- Entre le 29 septembre 2014 et le 03 octobre 2014: Réunions d'information des CHSCT régionaux et remise du rapport de l'expert
- Le 08 Octobre 2014 : Réunion 4 de l'instance de coordination des CHSCT et recueil de l'avis de l'avis de l'instance de coordination
- Entre le 20 et 22 octobre 2014 : Réunions des CHSCT Régionaux, présentation du rapport par l'expert et recueil de l'avis de chacun des CHSCT

#### **1.4. Négociation du contenu du Plan de Sauvegarde de l'Emploi avec les organisations syndicales représentatives**

---

La négociation du contenu du Plan de Sauvegarde de l'Emploi avec les Organisations Syndicales représentatives, sera conduite parallèlement à la procédure d'information-consultation du Comité d'Entreprise d'ADREXO au titre du Livre II.

Cependant, afin d'identifier les conséquences probables du projet de réorganisation pour les salariés avant d'entamer la négociation des mesures d'accompagnement qui constituent le Plan de Sauvegarde de l'Emploi, le livre II a été remis aux représentant du personnel dès le 05 juin 2014, au cours d'une réunion dite « zéro ».

A l'issue de cette R0, les organisations syndicales représentatives et la Direction s'entendent pour ouvrir les négociations relatives aux mesures du Plan de Sauvegarde de l'Emploi, le 05 juin 2014.



## PLANNING GLOBAL DE PROCEDURE

04 Juin 2014 à 10h	Réunion CE extraordinaire R-1
05 juin 2014 à 9h	Réunion CE extraordinaire R0 et remise des documents
05 juin 2014 à 14h	Réunion des DSC
11 juin 2014 à 9h	Réunion des DSC (2 personnes par délégation)
11 Juin 2014 à 14h	Réunion CE extraordinaire R1
26 juin 2014 à 9h	Réunion CE extraordinaire R2
26 juin 2014 à 14h	Réunion des DSC
27 Juin 2014 à 10h	Réunion R0 de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT avec remise de la note CHSCT
03 juillet 2014 9h30-16h	Réunion des DSC
04 Juillet 2014 à 10h	Réunion R1 de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT
16 Juillet 2014 à 10h	Réunion CE Extraordinaire R3
16 Juillet 2014 à 14h30	Réunion des DSC
17 juillet 2014 à 10h-12h	Réunion R2 de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT
23 Juillet 2014 à 10h	Réunion Ordinaire CE
20 Août 2014 A 10h-16h30	Réunions des DSC
21 Août 2014 A 10h	Réunion CE ordinaire
04 Septembre 2014 à 10h	Réunion CE extraordinaire R4



04 Septembre 2014 à 14h30	Réunions des DSC
05 Septembre 2014 à 10h	Réunion négociation DSC Accord de Droit Syndical et Prorogation des mandats
10 Septembre 2014 à 10h	Réunion R3 de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT avec remise + présentation du rapport par expert en vue de la consultation
25 Septembre 2014 à 10h	Réunion CE extraordinaire R5
25 Septembre 2014 à 14h	Réunion DSC
30 Septembre 2014	Réunion CHSCT Sud Ouest et IDF information sur le projet de réorganisation et remise note CHSCT + Rapport expert
01 Octobre 2014	Réunion CHSCT Sud est et Nord Est information sur le projet de réorganisation et remise note CHSCT + Rapport expert
02 Octobre 2014	Réunion CHSCT Nord Ouest information sur le projet de réorganisation et remise note CHSCT + Rapport expert
08 Octobre 2014 10h	Réunion R4 de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT et consultation sur la note CHSCT
09 octobre 2014 10h	Réunion CE extraordinaire R6 et présentation du rapport de l'expert
14 Octobre 2014 10h	Réunion DSC
20 Octobre 2014	Réunion CHSCT Sud Est et consultation sur la note CHSCT
21 Octobre 2014	Réunion CHSCT Sud Ouest + IDF + Nord Ouest et consultation des CHSCT régionaux sur la note CHSCT
22 Octobre 2014	Réunion CHSCT Nord Est et consultation sur la note CHSCT
23 Octobre 2014	CE Ordinaire + information CE sur le projet d'accord (suite réunion DSC du 14 octobre)
29 Octobre 2014 10h	Réunion DSC (Positionnement des O.S sur une éventuelle signature)
30 Octobre 2014 10h	Réunion CE extraordinaire R7 et Consultation sur les livres 1 et 2 puis éventuelle signature de l'accord avec les DSC



## 2. Moyens accordés aux représentants du personnel

Afin de permettre aux représentants du personnel, (Délégués Syndicaux, membres du Comité d'Entreprise titulaires et suppléants), d'exercer dans les meilleures conditions leurs mandats au sein des différentes instances durant la phase d'information-consultation des instances et de négociation du présent accord, les moyens suivants ont été négociés.

### 2.1. Réunions préparatoires

---

Toute réunion d'information, de consultation ou de négociation concernant le projet présenté peut être précédée d'une réunion préparatoire pour les membres du Comité d'Entreprise titulaires et représentants syndicaux au Comité d'Entreprise.

Il est convenu que les membres du Comité d'Entreprise titulaires et les représentants syndicaux au Comité d'entreprise pourront participer aux réunions préparatoires la veille des réunions du Comité d'entreprise soit 7 réunions préparatoires au maximum.

Les heures de réunion préparatoires sont considérées comme du temps de travail et rémunérées à hauteur de 4h par participant (membres titulaires du CE et Représentants syndicaux au CE).

Le temps de trajet pour se rendre à chaque réunion préparatoire sera également rémunéré aux participants dans la limite de 10h (aller/retour) par déplacement.

Sur le même modèle il est convenu que les membres de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT pourront effectuer également deux réunions préparatoires ainsi que les CHSCT régionaux.

### 2.2. Attribution d'un crédit d'heures de délégation supplémentaires aux représentants du personnel

---

La direction a pleinement conscience que les membres des délégations syndicales, des membres titulaires ou suppléants du Comité d'Entreprise devront s'investir pleinement dans l'étude du projet envisagé et la négociation.

Aussi, il est convenu d'octroyer aux membres du Comité d'Entreprise, titulaires et représentants syndicaux au Comité d'Entreprise, aux membres de la Commission de Coordination Nationale des CHSCT, amenés à participer aux réunions de négociation, 15 heures de délégation supplémentaires dédiée à la préparation des réunions d'information/consultation.

De plus, il est convenu d'octroyer à chaque organisation syndicale représentative de l'entreprise un crédit d'heure de délégation de 100h à répartir librement par le délégué syndical central entre les membres participant à la négociation.

### 2.3. Constitution des délégations

---

Afin d'assurer la confidentialité des échanges et de garantir le bon déroulement des échanges, chaque Organisation syndicale sera représentée par son Délégué Syndical Central. Il pourra être assisté à compter du 11 juin 2014 par un autre Délégué Syndical.

## 3. Assistance des représentants du personnel

Conformément aux dispositions légales, le Comité d'Entreprise et le CHSCT disposent de la faculté de pouvoir être assisté d'un Expert-comptable rémunéré par l'entreprise.



Dans le cadre du projet de réorganisation des activités d'ADREXO, il est prévu que l'Expert-comptable désigné par Comité d'Entreprise puisse également intervenir auprès des organisations syndicales dans le cadre de la négociation sur le contenu de la Partie II Mesures Sociales du présent accord qui doit constituer le Plan de Sauvegarde de l'Emploi applicable au projet de réorganisation des activités d'ADREXO.

La mission de l'expert-comptable désigné par le Comité d'Entreprise, porte ainsi sur le volet économique et sur le volet social du projet présenté.

Dans un objectif de bonne administration des travaux de l'expert et de coordination des différents interlocuteurs internes de l'entreprise impliqués, les parties conviennent du mode opératoire suivant.

### 3.1. Délais de restitution du rapport de l'expert du Comité d'entreprise

- Désignation de l'expert-comptable lors de la première réunion officielle d'information du Comité d'Entreprise sur le projet de réorganisation des activités d'ADREXO, le 11 juin 2014.
- Les parties conviennent que la présentation de son rapport définitif par l'Expert-comptable du Comité d'Entreprise interviendra le 09 octobre 2014.
- Il est également convenu que l'expert-comptable du Comité d'Entreprise remette une version intermédiaire de son rapport afin de favoriser l'avancement des échanges entre la direction et les représentants du personnel. Cette première restitution est planifiée lors du Comité d'Entreprise du 16 juillet 2014.

### 3.2. Demandes d'informations de l'Expert du Comité d'entreprise et délais de communication

- La lettre de mission de l'Expert ainsi que la liste des informations nécessaires demandées à la Direction d'ADREXO est adressée dans les 10 jours suivants sa désignation, par courriel.
- La Direction d'ADREXO s'engage à fournir les éléments demandés dans les 15 jours suivants la réception de la demande et se tient à la disposition de l'expert pour apporter tout complément nécessaire.
- Le cas échéant, l'expert demande dans les 10 jours, des informations complémentaires à l'employeur, qui répond à cette demande dans les 15 jours à compter de la date à laquelle la demande de l'expert est formulée.
- Passé ce délai, la Direction d'ADREXO ne sera pas en mesure d'adresser les informations nécessaires dans un délai permettant à l'expert-comptable du Comité d'Entreprise de rendre son rapport à la date convenu.

70 FB M  
RSS FJ



### 3.3. Expertise de l'Instance de coordination des CHSCT

- Désignation de l'expert-comptable lors de la première réunion de l'Instance de Coordination des CHSCT, prévue au 04 juillet 2014.
- La lettre de mission de l'Expert ainsi que la liste des informations nécessaires demandées à la Direction d'ADREXO est adressé dans les 10 jours suivants sa désignation, par courriel.
- Conformément aux dispositions légales, le rapport de l'expert devra être remis au plus tard quinze jours avant l'expiration du délai imparti au CE pour donner ses avis, soit le 27 septembre 2014. Les Parties conviennent que ce rapport sera remis au plus tard le 10 septembre 2014.
- Il est convenu entre les Parties que les CHSCT Régionaux seront ensuite convoqués entre le 20 et le 22 octobre 2014 pour rendre un avis.

\*\*\*

### 4. Mesures sociales et contenu du PSE faisant l'objet de la négociation au titre de l'article L. 1233-24-2 du code du travail

Les thèmes de négociation seront les suivants :

- départs volontaires ;
- propositions de modifications de contrat ;
- Cellule de reclassement interne ;
- Reclassement anticipé ;
- Point information conseil ;
- Dispositif d'information des salariés sur les postes à pourvoir ;
- Offres préalables de reclassement personnalisées avant notification du licenciement ;
- Modalités de mise en œuvre du reclassement au sein du groupe en France ;
- Modalités spécifiques de mise en œuvre du reclassement au sein du groupe à l'étranger ;
- Mesures destinées à favoriser le reclassement externe au Groupe ;
  - Structure d'accompagnement (antenne mobilité emploi)
  - Congé de reclassement
  - Aides à la formation
  - Aides à la création ou à la reprise d'entreprise
  - Allocation temporaire dégressive
  - Aides à la mobilité externe
- Commission paritaire de suivi
- Indemnité conventionnelle de licenciement
- Préavis, congés payés, protection sociale, priorité de réembauchage
- Revitalisation du bassin d'emploi



## 5. DISPOSITIONS DIVERSES

### 5.1. Clause de sauvegarde et révision éventuelle de l'accord

Les Parties signataires conviennent que toute modification du présent accord devra faire l'objet d'un avenant conclu dans les conditions prévues par les articles L.2261-7 et 8 du Code du travail.

Les demandes de révision ou de modification du présent accord devront être présentées par leur(s) auteur(s) par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge, à l'ensemble des Parties.

La demande de révision devra être obligatoirement accompagnée de propositions sur les thèmes dont la révision est demandée.

Les négociations au sujet des demandes de révision devront obligatoirement être initiées au plus tard dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la demande de révision par l'ensemble des Parties concernées.

Si un accord de révision est valablement conclu, ses dispositions se substitueront de plein droit aux dispositions du présent accord qu'elles modifient.

Les dispositions du présent accord sont mises en œuvre sans préjudice des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles qui pourraient ultérieurement survenir et applicables en la nature.

Les parties conviennent que si des dispositions impératives interviennent au regard de l'application du présent accord, elles se réuniront pour en examiner les incidences et procéder le cas échéant à une éventuelle adaptation.

### 5.2. Entrée en vigueur et durée de l'accord

Le présent accord, dans sa version « projet », a fait l'objet d'une information / consultation du comité d'entreprise lors de la réunion du 30 Octobre 2014.

Le présent accord est conclu pour la durée spécifique du projet de réorganisation des activités d'ADREXO et du projet de plan de sauvegarde de l'emploi. Il prendra effet au jour de son dépôt auprès de la DIRECCTE et pour la durée du projet de réorganisation.

Il cessera totalement automatiquement de produire effet à l'issue de la mise en œuvre du projet sans autre formalité et ne saurait faire l'objet d'une tacite reconduction.

### 5.3. Notification, Dépôt et Publicité de l'accord

Les formalités de dépôt du présent accord d'étape seront réalisées conformément aux dispositions du Code du travail.

Ainsi :

- Un exemplaire sera adressé par l'entreprise au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de signature ;
- un dépôt en deux exemplaires, dont une version originale sur support papier et une version sur support électronique, sera réalisé auprès de la DIRECCTE des Bouches du Rhône.



Un exemplaire du présent accord signé sera adressé par l'entreprise à chaque organisation syndicale représentative, pour notification au sens de l'article L. 2231-5 du code du travail.

La Direction remettra un exemplaire du présent accord aux membres du Comité d'Entreprise  
Un exemplaire sera mis à disposition du personnel de l'entreprise, un avis étant affiché à ce sujet aux emplacements réservés aux communications destinées au personnel.

Fait à Aix-en-Provence, le 4 novembre 2014  
En autant d'exemplaires originaux que de parties


Pour le CAT  
Michei Dhote



Pour la Direction  
Patrick SCHUSTER



Pour la CFDT  
Fabienne Jude



Pour la CFTC  
Bernard Kocher

Pour la CGT  
Fathallah Bouamama



Pour FO  
Régis Souaille-Jacques

